

ASSEMBLEE GENERALE

IXIEME SESSION
Documents officiels



CINQUIEME COMMISSION, 517e

SEANCE

Mardi 29 novembre 1955,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

nts 56 et 38 de l'ordre du jour :	
uestions relatives au personnel: rapport du Secrétaire général (suite)	181
révisions budgétaires pour l'exercice financier 1956 (suite)	

Président: M. Hans ENGEN (Norvège).

POINTS 56 ET 38 DE L'ORDRE DU JOUR

**uestions relatives au personnel: rapport du Se-
crétaire général (A/2996, A/3036, A/C.5/
L.358) [suite]**

**révisions budgétaires pour l'exercice financier
1956 (A/3038, A/3039, A/C.5/632, A/C.5/
636) [suite]**

M. LARREA (Equateur) présente, au nom de ses quatre auteurs, le projet de résolution sur les questions relatives au personnel (A/C.5/L.358). Il est important que l'Organisation des Nations Unies donne l'exemple en traitant convenablement son personnel, notamment ce qui concerne l'instruction des enfants des fonctionnaires, en particulier de ceux qui sont en poste à New-York. Il va de soi que le problème n'est pas aussi simple pour les fonctionnaires de langue anglaise, ni même pour ceux de langue française, du fait qu'il existe à New-York un Lycée français et d'autres établissements offrant un enseignement en langue française. Les fonctionnaires de langue espagnole, en revanche, sont dans une situation difficile puisqu'il n'existe pas à New-York d'école où l'enseignement soit donné en espagnol, et il est malaisé de se rendre à l'Ecole internationale, non pour les enfants des fonctionnaires qui vivent à proximité de Parkway Village. En outre, il est compréhensible que les parents préfèrent ne pas se séparer de leurs enfants pendant plusieurs années pour les envoyer suivre des cours dans leur pays d'origine, tout en sachant, naturellement, que leurs enfants n'oublient pas la langue ni la culture de leur patrie. Ils sont donc forcés de prendre des dispositions spéciales dans le pays de résidence, ce qui entraîne inévitablement des dépenses supplémentaires. A l'heure actuelle, 70 seulement des 100 enfants de fonctionnaires d'âge scolaire bénéficient de l'indemnité pour frais d'études. Il est donc évident qu'il y a lieu de modifier d'une façon ou d'une autre les dispositions qui régissent l'octroi de cette indemnité. Les propositions du Secrétaire général (A/2996, sect. I, basées sur les recommandations du Comité consultatif de la fonction publique internationale (A/2996, annexe I) et appuyées par le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (A/3036, par. 9), font beaucoup, sans aucun doute,

pour redresser la situation. Cependant, la délégation de l'Equateur — comme celles du Chili, de la Colombie et du Pérou — a estimé que les mesures proposées étaient à certains égards trop restrictives, ce que le projet de résolution vise à corriger.

2. Dans sa résolution 883 (IX), l'Assemblée générale a prié le Comité consultatif de la fonction publique internationale d'envisager les "moyens qui faciliteraient" aux enfants des fonctionnaires l'étude de leur langue maternelle, lorsqu'ils doivent fréquenter des écoles locales, où l'enseignement est donné dans une langue différente. Au paragraphe 7 de son rapport, le Secrétaire général a repris la suggestion du Comité consultatif de la fonction publique internationale au sujet des "leçons semi-particulières". Toutefois, pour des raisons d'ordre matériel, il n'est pas toujours possible de réunir les enfants pour leur donner un enseignement collectif. C'est pourquoi les auteurs du projet de résolution ont proposé, au paragraphe 3 de leur texte, qu'une indemnité pour frais d'études soit accordée aux fonctionnaires contraints de payer l'enseignement de leur langue maternelle donné à leurs enfants "individuellement ou collectivement".

3. Au paragraphe 6 de son rapport, le Secrétaire général propose de soumettre à des modalités plus libérales l'octroi de l'indemnité pour frais d'études, mais, là encore, les auteurs du projet de résolution jugent trop restrictive la disposition de l'alinéa d aux termes de laquelle, "si aucune école locale ne dispensait l'enseignement dans la langue du pays d'origine du fonctionnaire et s'il n'existait aucune école internationale, il appartiendrait au fonctionnaire de justifier qu'une école qui n'est pas reconnue comme école internationale mais dont la conception est proche de celle d'une école internationale préparerait l'enfant beaucoup mieux que n'importe quelle école locale aux conditions de vie qui seront les siennes". Un fonctionnaire peut fort bien se trouver dans l'obligation d'envoyer ses enfants dans une école privée dont la conception n'est pas voisine de celle d'une école internationale, à seule fin de leur faire apprendre leur langue maternelle, en plus du programme d'études normal. C'est pourquoi le projet de résolution propose, au paragraphe 2, de comprendre les cas de ce genre dans ceux qui ouvrent droit à l'indemnité pour frais d'études.

4. La délégation de l'Equateur espère que ces amendements, dont les incidences financières sont peu importantes, obtiendront l'appui de la Commission.

5. Elle exprimera ultérieurement son point de vue sur d'autres questions relatives au personnel, comme l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent, et l'indemnité de cherté de vie.

6. M. CLOUGH (Royaume-Uni) dit que son gouvernement doute qu'on soit vraiment justifié à reviser l'échelle des traitements actuellement en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, car elle se compare favorablement non seulement à celles qui sont actuellement appliquées, en dehors des Etats-Unis, aux fonctionnaires

qui occupent des postes analogues, mais aussi aux traitements pratiqués, aux Etats-Unis mêmes, tant dans la fonction publique que dans les universités et l'industrie privée. Le fait que les fonctionnaires occupant un poste moyen ou élevé à l'Organisation n'ont pas tendance à quitter le Secrétariat semble bien le confirmer. Si, cependant, la majorité des délégations souhaitent que l'on procède à une étude générale des traitements et indemnités de l'Organisation des Nations Unies, la délégation du Royaume-Uni n'y fera pas d'objection, mais elle tient à rappeler à la Commission que cette étude aurait des incidences non seulement sur les institutions qui font partie de la famille des Nations Unies, mais encore sur tous les organismes internationaux et même sur la fonction publique des Etats Membres. Etant donné les répercussions qu'aura vraisemblablement cette étude, la délégation du Royaume-Uni appuiera donc la proposition du Comité consultatif (A/3039) qui estime que le Comité d'étude devrait être nommé par l'Assemblée générale et composé d'experts désignés par les gouvernements. Il est important aussi, comme l'a dit le Secrétaire général, d'obtenir la coopération des institutions spécialisées; c'est pourquoi le Royaume-Uni s'associera aux Etats-Unis pour proposer que, pour assurer au Comité d'étude la représentation équitable des Etats membres des institutions spécialisées, l'Assemblée générale envisage d'y nommer également les représentants d'Etats qui, sans être membres de l'Organisation des Nations Unies, font partie des principales institutions spécialisées.

7. En attendant de connaître les résultats de l'étude générale, la délégation du Royaume-Uni ne voit aucune raison d'augmenter immédiatement l'indemnité de cherté de vie actuelle. Il faut que l'indice du coût de la vie augmente d'au moins 10 pour 100 avant que l'on puisse envisager une modification de l'indemnité de cherté de vie. C'est l'une des recommandations faites en avril 1952 par le Comité spécial du Comité administratif de coordination (A/C.5/632, annexe II). D'ailleurs, les employeurs privés n'ont pas coutume de compenser intégralement une hausse du coût de la vie par une majoration des salaires. L'usage est pratiquement le même dans la fonction publique. Depuis le dernier ajustement de l'indemnité de cherté de vie, le coût de la vie à New-York a augmenté de 2,2 pour 100 environ et la délégation du Royaume-Uni n'est nullement persuadée qu'une augmentation aussi faible crée de véritables difficultés aux fonctionnaires, surtout si l'on tient compte de la majoration du dégrèvement pour charges de famille accordée l'année précédente.

8. En ce qui concerne l'indemnité pour frais d'études, l'échelle des traitements en vigueur à l'Organisation des Nations Unies tient compte des dépenses assez lourdes que les fonctionnaires expatriés ont à engager pour l'éducation de leurs enfants et, en outre, les diverses indemnités actuellement versées (dégrèvements pour personnes à charge, indemnités pour enfants et, le cas échéant, indemnités pour frais d'études) ne semblent nullement négligeables et sont plus généreuses que celles qu'accordent la plupart des gouvernements.

9. Il n'y a actuellement que 15 enfants de fonctionnaires de l'Organisation expatriés qui fassent leurs études dans leur pays d'origine, malgré la subvention de 400 dollars représentée par l'indemnité pour frais d'études et l'indemnité pour enfants. Cette subvention constitue déjà une part très raisonnable du prix de la pension demandé dans un internat dont la classe correspondrait à celle des établissements où la majorité des fonctionnaires enverraient leurs enfants dans leur propre

pays. Le fait que seuls 15 enfants vont à l'école dans leur pays d'origine peut fort bien indiquer, non pas que l'indemnité est insuffisante, mais que les parents hésitent à être séparés de leurs enfants par de longues distances et il se peut que cette situation ne change guère, même si l'indemnité est majorée. Toutefois, la délégation du Royaume-Uni reconnaît parfaitement que l'indemnité pour frais d'études a avant tout pour but de permettre aux parents de faire instruire leurs enfants dans leur pays d'origine, ce qui est la meilleure façon de permettre aux enfants de s'adapter sans difficulté à la vie dans leur pays. C'est pour ce motif bien précis qu'elle ne fera pas d'objection à une certaine majoration de l'indemnité pour frais d'études.

10. En revanche, la délégation du Royaume-Uni ne saurait accepter la proposition tendant à assouplir les conditions d'octroi de l'indemnité lorsque les enfants suivent un enseignement dans le pays de résidence. Les dispositions en vigueur sont satisfaisantes et arguer de l'augmentation des frais de scolarité au Lycée français de New-York ne la convainc pas de l'opportunité de majorer l'indemnité dans ce cas. Elle est sceptique en ce qui concerne la subvention proposée pour les leçons semi-particulières et elle n'est pas d'avis qu'il faille accorder un pouvoir discrétionnaire au Secrétaire général comme on le propose à l'alinéa *d* du paragraphe 4 du document A/2996; cela risquerait en effet de créer un précédent fâcheux et d'entraîner des abus. Plus l'indemnité sera élevée, plus les fonctionnaires seront incités à prétendre que tel ou tel enseignement auquel l'indemnité est applicable est indispensable dans leur cas.

11. La délégation du Royaume-Uni n'est pas hostile à la réforme du régime de l'examen quinquennal que propose le Secrétaire général (A/2996, sect. II) et elle est disposée à lui laisser toute latitude, s'il juge bon de réexaminer la situation des fonctionnaires, postérieurement au premier examen quinquennal. Elle approuve la proposition faite par le Comité consultatif (A/3039) de maintenir en 1956 la majoration du dégrèvement pour charges de famille, à condition que cette majoration soit de celles que le Comité d'étude prévu étudiera et sur lesquelles il fera un rapport.

12. M. NOURY-ESFANDIARY (Iran) estime que la politique en matière de promotions est un important aspect de l'administration du personnel. De l'avis de sa délégation, le recrutement à l'extérieur de l'Organisation doit être limité au maximum, et il faut, partout où cela est possible, promouvoir aux postes vacants des fonctionnaires faisant partie du département considéré, en tout cas du Secrétariat. De cette façon, le personnel sera encouragé à donner le meilleur de lui-même. Le représentant de l'Iran prie instamment la Commission d'inclure cette recommandation dans le rapport qu'elle adressera à l'Assemblée générale.

13. M. BLANCO (Cuba) fait observer que les recommandations du Comité consultatif relatives aux questions que la Commission examine concordent avec les propositions du Secrétaire général dans tous les cas, sauf en ce qui concerne l'indemnité de cherté de vie: il limitera ses remarques à cette question.

14. Il est clair que la situation des fonctionnaires qui vivent à New-York n'est pas enviable, étant donné que l'indemnité de cherté de vie qu'ils reçoivent ne reflète pas la hausse réelle du coût de la vie depuis 1950. Lorsque le dernier ajustement a été effectué, en 1952, on a accordé aux fonctionnaires une augmentation de 7,5 pour 100, et cela sur 75 pour 100 seulement de leur salaire brut, alors que la hausse réelle du coût de la vie

it de 9,5 pour 100. Le Secrétaire général propose intenant d'augmenter l'indemnité de 2,5 pour 100. pendant, cette augmentation ne correspondra qu'en tie à la hausse réelle du coût de la vie, qui dépasse intenant de quelque 11 ou 12 pour 100 le niveau de 50. L'adoption de cette proposition pourrait en fait re aux intérêts du personnel et il pourrait par con- nient être plus sage d'attendre le résultat de l'examen nplet du régime des traitements, salaires, etc., que i propose d'effectuer en 1956. Le rapport du Comité xperts indique que le régime actuel présente de nom- ux défauts et de nombreuses anomalies, qu'il faudrait ièrement supprimer le plus tôt possible: on ne peut embrouiller la question si l'on s'efforce de résoudre à un les divers aspects du problème.

La délégation cubaine est d'autant plus persuadée il est judicieux de ne pas se prononcer maintenant l'indemnité de cherté de vie, que le Comité consul- if a déclaré qu'il était certain qu'une augmentation l'indemnité pour frais d'études ainsi que le maintien dégrèvement temporaire pour charges de famille amé- reront beaucoup la situation des intéressés. L'Assem- e générale doit cependant s'assurer que l'examen risagé sera vraiment complet, et qu'il portera non lement sur les traitements mais aussi sur les indem- és, le congé dans les foyers et d'autres aspects de la estion qui ne sont pas à proprement parler financiers. ne faut pas interpréter la position de la délégation aine comme signifiant qu'elle tient à différer toute ision, en quelque sorte par principe, ou même pour i raisons budgétaires, mais il est certain que l'adop- a de la mesure provisoire proposée grèverait le bud- de 500.000 dollars, sans que l'augmentation de 2,5 ir 100 accordée aux fonctionnaires améliore sensi- ment leur situation financière. Le principal souci de délégation cubaine est que le problème soit réglé de on satisfaisante et dans l'intérêt bien compris des ctionnaires.

M. TCHETCHYOTKINE (Union des Répu- ques socialistes soviétiques) déclare que la délégation l'Union soviétique ne peut appuyer les conclusions e le Secrétaire général a exposées au paragraphe 24 son rapport (A/2996), relatives au système de revin quinquennale de la situation des fonctionnaires manents, non plus que la proposition qu'il formule à sujet au paragraphe 25. Si la proposition du Secré- re général est adoptée, tous les fonctionnaires rece- nt un contrat permanent à la fin de la période de ge de deux ans, ce qui signifie qu'il ne pourrait être s fin à aucun contrat. Il serait donc impossible de ruter de nouveaux fonctionnaires dans les Etats mbres qui ne sont pas représentés ou qui sont insuf- imment représentés au Secrétariat, et il y aurait là elque chose d'incompatible avec les dispositions de rticle 101 de la Charte, dont le paragraphe 3 souligne importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

La délégation de l'Union soviétique accepte en ncipe la recommandation du paragraphe 14 du gtième rapport du Comité consultatif (A/3036), à idition que l'examen de toutes les questions d'admi- tration du personnel — y compris l'examen quin- ennal de la situation des fonctionnaires permanents soit suspendu dans l'intervalle. La délégation sovié- ue espère que le Secrétaire général sera en mesure présenter d'ici deux ans le rapport envisagé, et d'y lure une définition précise de l'expression "nominat à titre permanent" employée à l'article 4.5 du utut du personnel.

18. Un grand nombre d'orateurs ont mentionné la situation peu satisfaisante qui existe en ce qui concerne la répartition géographique des postes du Secrétariat. D'après les renseignements communiqués par le Secrétariat en juillet 1955 (A/C.5/L.331), 37 des 60 Etats Membres ne sont pas représentés aux plus hauts échelons du Secrétariat, notamment à l'Administration de l'assistance technique ou dans les bureaux extérieurs. L'Assemblée générale devrait examiner à fond, à sa onzième session, la question d'une répartition géographique équitable. Le représentant de l'URSS propose donc à la Cinquième Commission d'inviter le Secrétaire général à arrêter des dispositions fondamentales concernant le recrutement sur une large base géographique et notamment à prévoir des mesures pratiques permettant de remédier à la situation actuelle, qui est anormale.

19. En ce qui concerne les indemnités, M. Tchetchyot- kine fait observer que le Secrétaire général, dans son rapport (A/C.5/632), a proposé qu'un groupe d'experts indépendants entreprenne en 1956 un examen détaillé des taux différentiels, des indemnités de cherté de vie et des indemnités pour charges de famille. Le repré- sentant de l'URSS pense avec le Comité consultatif qu'il ne serait pas souhaitable de préjuger les travaux du groupe d'experts. Il estime donc qu'aucune décision relative à l'indemnité de cherté de vie ne doit être prise à la présente session.

20. La délégation soviétique n'est nullement indiffé- rente à la question du dégrèvement pour charges de famille et de l'indemnité pour frais d'études, mais elle ne peut appuyer les propositions du Secrétaire général tendant à ajuster ces indemnités à l'heure actuelle.

21. Le SECRETAIRE GENERAL, se référant aux observations que le représentant de l'URSS a présentées au sujet de l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent, déclare que l'objet de cet examen est de sauvegarder les intérêts du Secrétariat et ceux des fonctionnaires intéressés. Les règles que l'Assemblée générale a posées à cet égard sont suivies à la lettre et les fonctionnaires ne peuvent être licenciés au moment de la revision, à seule fin de créer des postes vacants pour les confier à des ressortissants d'Etats Membres qui sont insuffisamment représentés. En fait, la Commission reconnaîtra que des mesures de cet ordre seraient très injustes pour tous les intéressés. Un fonctionnaire international a des droits acquis, qui sont cependant limités par des consi- dérations relatives à la qualité de son travail et à son intégrité. Aucune règle spéciale n'aide le Comité de revision lorsqu'il procède à l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires: le Comité doit seulement appliquer exactement les mêmes règles et les mêmes principes que le Secrétaire général. Ainsi, la procédure d'examen quinquennal n'augmente en aucune façon les possibilités de licenciement.

22. Dans ces conditions, le Secrétaire général estime que toute la question des contrats permanents et d'une répartition géographique plus satisfaisante des postes doit être abordée sous l'angle qu'il a indiqué dans la déclaration qu'il a faite à la 513ème séance, et il pense qu'il faut augmenter le nombre des engagements de du- rée déterminée. De la sorte, il sera possible d'utiliser le personnel avec plus de souplesse et la position juri- dique des fonctionnaires nommés à titre permanent ne sera pas affaiblie. Après le premier examen quinquen- nal, les progrès du fonctionnaire intéressé devront être suivis de près par ses supérieurs, le Directeur du per- sonnel et le Secrétaire général, lesquels useront de leur

droit d'intervenir dans les cas prévus par le Statut du personnel.

23. Le Secrétaire général se réserve le droit de revenir plus tard, au cours du débat, sur les autres points soulevés par le représentant de l'URSS.

24. M. FRIIS (Danemark) se propose de définir d'une manière générale la position de sa délégation au sujet des questions dont la Commission est saisie et il se réserve le droit de prendre la parole ultérieurement sur des questions de détail.

25. Il constate avec satisfaction que tous les organes qui se sont occupés, depuis un an, de la question de l'indemnité pour frais d'études, ont reconnu l'extrême importance de cette indemnité sans laquelle il serait en effet très difficile de recruter, puis de garder à l'Organisation, des fonctionnaires qualifiés. La délégation danoise est reconnaissante au Comité consultatif de la fonction publique internationale d'avoir si utilement étudié la question.

26. La délégation danoise estime que la question de l'indemnité pour frais d'études pourrait faire l'objet d'un nouvel examen en temps utile par le groupe d'experts que l'on se propose de créer. En attendant, elle approuve les mesures que propose le Secrétaire général et qui rencontrent l'agrément du Comité consultatif et elle donnera son appui de principe au projet de résolution déposé par les représentants du Chili, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou (A/C.5/L.358). M. Friis est persuadé que, pour assurer la mise en œuvre de la décision que l'Assemblée générale prendra touchant l'indemnité pour frais d'études, le Secrétaire général arrêtera des mesures qui permettront de prévenir les abus.

27. Se référant à la déclaration que le représentant des États-Unis a faite à la 516ème séance et dans laquelle il s'inquiétait des conséquences de mesures prises uniquement en faveur des fonctionnaires du Siège, M. Friis indique que la délégation danoise est opposée à toute mesure qui pourrait être considérée, à juste titre, comme discriminatoire. Toutefois, le Secrétaire général a exposé, au cours de la neuvième session, les conditions très particulières qui existent à New-York et la délégation danoise reconnaît que ces conditions ne se retrouvent nulle part ailleurs et qu'elles n'existent certainement pas à l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies.

28. Compte tenu des faits qui ont été exposés à la Cinquième Commission au cours de la neuvième et de la présente session, M. Friis est disposé à accepter le maintien du dégrèvement pour charges de famille et à appuyer la proposition d'augmentation de l'indemnité de cherté de vie. Bien qu'il eût été préférable, à son avis, de ne pas examiner cette question avant que le groupe d'experts ait étudié l'ensemble du régime des traitements et indemnités, M. Friis estime qu'il serait peu sage, en raison du coût élevé de la vie dans la région de New-York, de ne pas prendre de mesures relatives à l'indemnité de cherté de vie au cours de la présente session. À cet égard, l'attitude de sa délégation a été également influencée par le fait que l'Assemblée générale risque de ne pas être en mesure, à sa onzième session, d'examiner le rapport qui sera établi à la suite de l'étude complète que l'on se propose d'effectuer.

29. Ainsi que d'autres représentants l'ont déclaré, des négociations doivent être entreprises avec les institutions spécialisées. L'expérience a montré que les organisations qui ont, à Genève ou ailleurs, d'importants bureaux, ne sont pas toujours disposées à aligner leur

position sur celle de l'Organisation des Nations Unies. En matière de traitements et de taux différentiels de traitement, la délégation danoise juge cependant indispensable que les fonctionnaires qui, dans un centre donné, effectuent le même travail, reçoivent une rémunération identique, ce qui n'est pas toujours le cas en ce moment.

30. Si l'Assemblée générale doit prendre, à sa onzième session, des décisions définitives et mûrement réfléchies sur la question d'ensemble des traitements et des indemnités ainsi que sur les questions qui s'y rattachent, la délégation danoise insistera vivement pour que l'on donne aux gouvernements le temps d'étudier les rapports qui seront présentés à ce sujet.

31. En ce qui concerne la composition du groupe d'experts que l'on se propose de créer, M. Friis est enclin à partager l'opinion du Comité consultatif et il espère que les problèmes particulièrement délicats que soulève la coordination avec les institutions spécialisées pourront être résolus.

32. Bien que la délégation danoise n'estime pas nécessaire d'émettre une opinion générale sur les rapports dont la Commission est saisie, elle pense avec le Secrétaire général que le Comité d'experts devrait examiner soigneusement s'il faut continuer à fixer le traitement des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, en poste ailleurs qu'aux États-Unis, en fonction de la situation à New-York (A/C.5/632, par. 14).

33. En raison de la déclaration que le Secrétaire général vient de faire sur les nominations à titre permanent, la délégation danoise juge que la position du Secrétaire général devrait rencontrer l'appui sans réserve de l'Assemblée générale.

M. Khalaf (Irak), vice-président, assume la présidence.

34. M. LIU (Chine) se réjouit d'avoir entendu, au cours de la 490ème séance, le Président du Comité consultatif déclarer que, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, le Comité consultatif avait approuvé sans restriction les chiffres que le Secrétaire général proposait pour 1956 en ce qui concerne les postes permanents au Siège. Il croit savoir que le Secrétaire général compte bien atteindre, d'ici la fin de 1955, les chiffres optimums qu'il s'est fixés en ce qui concerne la réduction du nombre des postes permanents et des crédits budgétaires. La délégation chinoise enregistre avec satisfaction les progrès accomplis dans la réorganisation du Secrétariat, réorganisation qui, selon le Secrétaire général, s'est révélée beaucoup moins révolutionnaire qu'on ne s'y attendait.

35. M. Liu espère que l'Administration continuera à se préoccuper d'utiliser le personnel d'une façon souple, cette souplesse n'étant nullement une cause d'instabilité.

36. Il appuie la recommandation énoncée dans le paragraphe 58 du premier rapport du Comité consultatif (A/2921) sur la question d'une répartition équitable, par échelon, des différents postes. Il est parfaitement conscient des difficultés auxquelles le Secrétaire général doit faire face. Dix années ne suffisent certainement pas à mettre au point un système de recrutement, d'avancement et de retraites. Ce n'est pas une entreprise facile que de reclasser des fonctionnaires et il n'est pas humain de mettre un terme à leurs engagements ou de les retrograder afin de remédier aux imperfections du tableau d'effectifs. M. Liu est persuadé que le Comité consultatif a, lui aussi, conscience de ces difficultés.

37. Quant à l'indemnité pour frais d'études, M. Liu est certain que la sagesse du principe sur lequel elle est

ndée sera reconnue par tous. Il approuve sans réserve xposé que le Comité consultatif de la fonction publique ernational a consacré à cette question (A/2996, nexe I) et il appuie la recommandation du Comité nsultatif (A/3036, par. 8), qui est d'avis d'inscrire 1 crédit supplémentaire de 50.000 dollars aux cha- tres appropriés du budget de 1956.

3. Le représentant de la Chine appuie également la position du Secrétaire général tendant à modifier la position 104.13, a, iii, du règlement du personnel, relative à l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent, afin que cet examen soit obligatoire à l'expiration des cinq premières années qui suivent la nomination, mais facultatif 1 cours des périodes suivantes.

3. M. Liu se félicite de la nomination du nouveau directeur du personnel choisi par le Secrétaire général. Il espère que le nouveau Directeur exercera jalousement ses pouvoirs et aidera le Secrétaire général à mettre 1 point, en matière d'administration du personnel, une politique qui réponde aux normes élevées prescrites par la Charte.

3. M. ILIC (Yougoslavie) fait observer que le Secrétaire général a eu raison de réserver une place spéciale aux trois questions connexes de l'indemnité pour frais d'études, des dégrèvements pour charges de famille, et de l'indemnité de cherté de vie, qui, en raison de leur importance, appellent une décision de l'Assemblée générale au cours de la présente session.

1. Il ne suffit pas d'aborder la question de l'indemnité pour frais d'études du point de vue des incidences financières qu'elle peut avoir; il faut l'examiner également du point de vue humain, puisque le principe de cette indemnité est de permettre aux parents de faciliter la réadaptation de leurs enfants lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine. La délégation yougoslave approuve les principes énoncés par le Secrétaire général dans les paragraphes 4 et 6 de son rapport (A/2996), et même que le nouveau texte proposé pour l'article 3.2 du Statut du personnel (A/2996, annexe III). Etant donné que ces principes ont été approuvés à l'unanimité par les institutions spécialisées et que le Comité consultatif est favorable à l'ouverture du crédit supplémentaire de 50.000 dollars, ils devraient prendre effet à partir du 1er janvier 1956. La délégation yougoslave appuiera le projet de résolution commun (A/C.5/L.358).

2. Elle partage également l'opinion du Secrétaire général, qui est d'avis de maintenir en 1956 les dégrèvements pour charges de famille dans les mêmes conditions qu'en 1955.

3. Elle appuie d'autre part la proposition du Secrétaire général relative à l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent et elle approuve sans réserve la recommandation du Comité consultatif (A/3036, par. 13), qui juge que, dans qu'il y ait lieu de modifier le règlement du personnel, l'Assemblée générale n'a qu'à donner au Secrétaire général la faculté de ne pas appliquer cette disposition quand la situation d'un fonctionnaire nommé à titre permanent aura déjà fait l'objet d'un examen quinquennal.

4. La délégation yougoslave est également prête à voter en faveur de l'augmentation de l'indemnité de cherté de vie, dans laquelle le Secrétaire général voit un moyen temporaire de remédier à la situation actuelle, en attendant que l'ensemble de la question des traitements et des indemnités du personnel ait été revu.

45. M. VENKATARAMAN (Inde) reconnaît que le Secrétaire général a avancé de sérieux arguments en faveur de l'augmentation de l'indemnité de cherté de vie et qu'il a fort justement souligné que cette augmentation est conforme à l'intérêt de l'Organisation et du personnel. Cependant, la délégation indienne ne pense pas que la mesure envisagée doive s'appliquer également à tous les échelons de la hiérarchie, ni que l'on doive modifier ou supprimer le plafond fixé dans une décision antérieure de l'Assemblée (A/2022/Add.1), à moins qu'un autre comité d'experts n'en fasse la recommandation. La délégation indienne est disposée à appuyer la proposition du Secrétaire général visant à augmenter l'indemnité de cherté de vie de 2,5 pour 100, à condition toutefois que l'on maintienne le plafond actuel, et sans préjudice des conclusions que pourra formuler le Comité spécial qui sera chargé de la révision générale des traitements et indemnités en 1956.

46. Le représentant de l'Inde souscrit pleinement aux vues du Secrétaire général sur l'examen quinquennal de la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent. Si le personnel n'est pas assuré d'une certaine sécurité dans l'emploi, il ne peut avoir aucune indépendance. En outre, on ne doit pas subordonner cette sécurité dans l'emploi à l'amélioration de la répartition géographique des postes. L'Assemblée générale doit suivre le Comité consultatif qui recommande que le premier examen quinquennal soit obligatoire et que les examens ultérieurs soient laissés à la discrétion du Secrétaire général.

47. La délégation indienne approuve également les recommandations du Comité consultatif concernant le maintien du dégrèvement pour charges de famille ainsi que la libéralisation de l'indemnité pour frais d'études, car ces mesures sont destinées à atténuer les difficultés auxquelles se heurtent de nombreux fonctionnaires de l'Organisation.

48. M. WEIR (Canada) demande au Président du Comité consultatif dans quelle mesure le projet de résolution présenté par le représentant de l'Equateur (A/C.5/L.358) est compatible avec les recommandations qui figurent dans le rapport du Comité consultatif (A/3036). Il désirerait également avoir quelques renseignements supplémentaires sur les incidences financières du projet en question.

49. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) explique qu'il y a une nette différence entre la proposition du Secrétaire général visant à libéraliser l'indemnité pour frais d'études — proposition dont le Comité consultatif a recommandé l'approbation — et le texte amendé que les auteurs du projet de résolution ont proposé (A/C.5/L.358, annexe II), texte qui, au demeurant, présente de graves inconvénients. Dans d'innombrables écoles, on donne l'enseignement hors programme dont il est question dans le projet de résolution, ce qui pourrait entraîner de lourdes dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, même si les frais de voyage ne sont pas remboursés. Il serait vain de vouloir évaluer, même approximativement, ces dépenses. En outre, le Secrétaire général pourrait être sans cesse appelé à prendre des décisions sur des cas d'espèce et notamment à déterminer si l'enseignement hors programme qui y est donné permet en fait de classer telle ou telle école parmi celles qui peuvent "préparer l'enfant beaucoup mieux que n'importe quelle école locale aux conditions de vie qui seront les siennes" (A/2996, par. 6, d). En bref, ce que demandent les auteurs du projet de résolution

pourrait coûter fort cher sans pour cela donner les résultats escomptés.

50. M. FENAUX (Belgique) a constaté avec satisfaction que, dans ses rapports, le Secrétaire général a montré qu'il était profondément conscient de ses responsabilités et qu'il se préoccupait particulièrement des intérêts du personnel. Le Secrétaire général a reconnu l'interdépendance des divers problèmes examinés et les mesures qu'il a proposées pour les résoudre, au moins partiellement, sont destinées à assurer l'indépendance, l'efficacité et la sécurité dans l'emploi d'un personnel vraiment international. Le statut de la fonction internationale est nouveau: il s'agit de créer un corps de fonctionnaires d'esprit réellement international qui seraient soustraits, autant que possible, à l'influence du milieu où se trouve le Siège de l'Organisation mais qui resteraient suffisamment en contact avec leur pays d'origine pour éviter ce que l'on pourrait appeler un phénomène de "dénationalisation". Le personnel des diverses organisations internationales devrait être interchangeable, ce qui exige des normes uniformes. Le Secrétaire général a reconnu à juste titre que l'on devrait garantir juridiquement la sécurité dans l'emploi et les droits acquis du personnel et qu'il faudrait recruter les fonctionnaires internationaux sur une base géographique aussi large que possible; en outre, on devrait accorder des indemnités pour frais d'études, des dégrèvements pour charges de famille, etc., afin d'atténuer les difficultés consécutives à l'expatriation des fonctionnaires de l'Organisation.

51. La délégation belge appuiera fermement le Secrétaire général qui, avec l'approbation du Comité consultatif, recommande de libéraliser l'indemnité pour frais d'études et de maintenir au niveau actuel les dégrèvements pour charges de famille.

52. Elle pense aussi, comme le Secrétaire général, que la situation de chaque fonctionnaire nommé à titre permanent devrait faire l'objet d'un examen cinq ans après la nomination, mais plus par la suite, et que le règlement du personnel devrait être modifié en conséquence.

53. M. Fenaux comprend que le Comité consultatif souhaite retarder d'un an l'augmentation de l'indemnité de cherté de vie, en attendant qu'un comité d'experts ait procédé à la revision générale des traitements et indemnités, mais il ne pense pas que l'application immédiate de cette augmentation préjuge l'étude complète du problème en 1956. L'augmentation intérimaire de l'indemnité de cherté de vie proposée par le Secrétaire général devrait prendre effet le 1er janvier 1956. Elle compenserait la diminution partielle du pouvoir d'achat des fonctionnaires, provoquée par la hausse du coût de la vie dans la région new-yorkaise.

54. Enfin, la délégation belge estime que l'on devrait parvenir à un compromis entre la position du Secrétaire général et celle du Comité consultatif en ce qui concerne la composition du comité d'experts chargé d'étudier les traitements et indemnités.

55. M. CZARKOWSKI (Pologne) croit que l'on ne devrait prendre aucune décision en ce qui concerne les questions relatives au personnel avant d'avoir procédé à une analyse complète de l'ensemble du problème, compte tenu des intérêts de l'Organisation et du personnel. Il importe au plus haut point que la situation des fonctionnaires nommés à titre permanent fasse, tous les cinq ans, l'objet d'un examen; en effet, cette procédure répond à la considération dominante énoncée au para-

graphe 3 de l'Article 101 de la Charte, c'est-à-dire à la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique. L'examen quinquennal devrait être encore plus approfondi qu'il ne l'a été jusqu'ici, car il doit garantir les hautes qualités du fonctionnaire. C'est pourquoi la délégation polonaise ne peut pas appuyer la proposition du Secrétaire général aux termes de laquelle la situation de chaque fonctionnaire nommé à titre permanent ne ferait l'objet que d'un seul examen, cinq ans après sa nomination.

56. M. NATANAGARA (Indonésie) annonce que sa délégation votera la libéralisation de l'indemnité pour frais d'études et le maintien, en 1956, des dégrèvements pour charges de famille dans les mêmes conditions qu'en 1955. Ces indemnités constituent un minimum absolu. Elles contribuent à inciter des personnes qualifiées à devenir fonctionnaires de l'Organisation et elles renforcent, pour le personnel, la sécurité dans l'emploi. La délégation indonésienne se prononce aussi en faveur de la revision générale des traitements et indemnités du personnel qu'on propose d'effectuer en 1956. C'est, à son avis, un comité d'experts désignés par les gouvernements qui devrait en être chargé. Il serait bon de faire une analyse comparée des traitements de base payés par l'Organisation des Nations Unies et par les différentes administrations nationales et il faudrait rendre équitables les traitements et salaires versés par l'Organisation des Nations Unies — tant à New-York qu'ailleurs — et par les institutions spécialisées. M. Natanagara exprime l'espoir que les gouvernements communiqueront les chiffres voulus concernant leurs administrations nationales.

57. La délégation indonésienne ne conteste pas que l'augmentation de l'indemnité de cherté de vie soit justifiée, mais elle estime qu'il faudrait attendre, pour se prononcer sur la question, de connaître les conclusions des experts chargés de la revision générale des traitements et indemnités.

58. Enfin, la délégation indonésienne est du même avis que le Comité consultatif en ce qui concerne l'examen quinquennal des nominations à titre permanent.

59. M. GREZ (Chili) félicite le représentant de l'Equateur d'avoir exposé si clairement la libéralisation de l'indemnité pour frais d'études proposée dans le projet de résolution (A/C.5/L.358) dont le Chili est l'un des auteurs. Ce projet de résolution mérite d'être appuyé parce que ses dispositions sont équitables et humaines et que ses incidences financières sont négligeables si on les compare aux avantages qu'il est permis d'en attendre. M. Grez ne peut pas se ranger à l'avis du Président du Comité consultatif; en effet, si on enseigne le français et l'anglais dans les écoles et les universités de bien des pays, les enfants de nombreux fonctionnaires n'ont cependant pas la possibilité d'apprendre leur langue maternelle.

60. M. CUTTS (Australie) dit que sa délégation a toujours admis le principe que l'indemnité pour frais d'études devait permettre aux enfants de fonctionnaires expatriés de se réadapter sans effort à la vie dans leur pays d'origine quand ils y retournaient, mais elle a toujours estimé que la meilleure solution était de prendre des dispositions pour que les enfants fussent instruits dans leur pays d'origine. La délégation australienne s'étonne de la tendance qu'on a eue récemment à insister de plus en plus sur l'enseignement des langues, et à

ser ainsi une certaine discrimination. Toutefois, elle prouve la proposition du Secrétaire général tendant assouplir les modalités d'octroi de l'indemnité pour frais d'études et à en augmenter le montant; elle votera le crédit supplémentaire de 50.000 dollars nécessaire à la mise en œuvre de cette proposition.

. Par contre, le projet de résolution commun semble créer un nouvel élément de discrimination et, à moins d'être convaincue des avantages qu'il présente, la délégation australienne ne l'appuiera pas. Les auteurs pourraient peut-être en expliquer l'objet. De même, il serait utile d'en connaître, approximativement, les incidences financières.

. Pour ce qui est de l'examen quinquennal des nominations à titre permanent, la délégation australienne reconnaît, avec le Secrétaire général et le Comité consultatif, qu'un examen périodique obligatoire n'est pas entièrement compatible avec la notion même de nomination à titre permanent. Elle serait disposée à appuyer la proposition du Secrétaire général tendant à amender en conséquence le règlement du personnel et elle souhaiterait recevoir sur ce sujet de nouvelles explications du Président du Comité consultatif.

. A l'appui de l'augmentation de 2,5 pour 100 du montant de l'indemnité de cherté de vie et de la suppression du plafond actuel, le Secrétaire général a donné les raisons qui, à première vue, paraissent bonnes, mais la délégation australienne ne peut pas appuyer cette augmentation à l'heure actuelle. Il faut renvoyer toute la question à la onzième session, comme le Comité consultatif l'a suggéré. Les délégations n'ont pas eu assez

de temps pour étudier tous les renseignements pertinents et le personnel pourra sans trop de difficulté attendre les conclusions de la révision générale des traitements et indemnités qui doit être effectuée en 1956.

64. La délégation australienne appuie aussi la recommandation du Comité consultatif tendant à maintenir pendant un an les dégrèvements pour charges de famille, à condition que cette question soit elle aussi examinée par le comité chargé de la révision générale des questions relatives au personnel, révision qui devrait d'ailleurs être aussi large que possible et porter sur tous les éléments de la rémunération du personnel.

65. Le Secrétaire général ne partage pas l'avis du Comité consultatif sur la composition de ce comité de révision: il a exprimé certaines craintes au sujet de l'effet que la création d'un organe composé d'experts désignés par les gouvernements pourrait avoir sur la coordination administrative avec les institutions spécialisées et il préférerait que le comité soit composé de fonctionnaires du Secrétariat. Sa proposition a l'avantage d'être beaucoup plus claire que celle du Comité consultatif dont le Président pourrait — ce qui serait utile pour les délégations — indiquer de manière plus précise comment il pense que l'on devrait constituer le comité d'experts gouvernementaux; autrement dit, il pourrait spécifier le mode de désignation ou d'élection ainsi que le nombre de ses membres. Faute de connaître ces détails, il sera difficile de choisir en connaissance de cause entre les deux propositions.

La séance est levée à 13 h. 5.